

Extrait du registre aux délibérations du Collège des Bourgmestre et Échevins**Présents**

Sophie de Vos, *Bourgmestre-Présidente* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusé

Didier Molders, *Président du C.P.A.S.*

Séance du 30.06.26

#Objet : Journée sans voitures - Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière #

Mobilité

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 130bis et 135, § 2 ;

Vu le règlement du conseil du 25 juin 2026 approuvant l'accord conclu le 22 avril 2026 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant l'organisation par la Région de Bruxelles-Capitale de la semaine de la mobilité dont le point culminant est la « journée sans voiture » ;

Considérant que cette initiative est prise sous l'égide de l'Union européenne, que celle-ci développe depuis plusieurs années une politique invitant les autorités locales à conscientiser les citoyens sur la problématique du transport durable, que cette politique se traduit par l'organisation d'une « European mobility week » et d'une journée « In Town Without My Car » au niveau européen ;

Que la commune souhaite participer à la poursuite des objectifs régionaux que sont la promotion des modes de transport actifs (la marche, le vélo) et des transports en commun et la diminution de la pollution atmosphérique et sonore ;

Considérant que le 20 septembre 2026 aura lieu la « journée sans voiture » ;

Que, le 25 juin 2026, le conseil communal a décidé de s'associer également à cet événement ;

Qu'il convient à cet égard de déterminer de manière précise et certaine les règles de circulation qui s'appliqueront de manière temporaire lors de cet événement ;

Considérant que l'article 135, § 2, alinéa 2, 1°, de la Nouvelle loi communale charge les communes d'assurer la sécurité publique, ce qui entend tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques ;

Considérant que l'article 130bis de la Nouvelle loi communale permet explicitement au Collège des bourgmestre et échevins de régler des situations temporaires relatives à la circulation routière ;

Qu'en vue de l'organisation de la « journée sans voiture » par la Région de Bruxelles-Capitale, il est nécessaire de protéger les participants à l'évènement ;

Qu'il y a lieu en effet de prévenir les risques engendrés par une présence massive de participants sur les voiries bruxelloises ;

Que l'ampleur de l'évènement nécessite l'adoption de mesures interdisant la circulation sur l'ensemble du territoire des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale, dont celui de la commune d'Auderghem ;

Qu'il est plus approprié de sécuriser une seule zone que plusieurs zones qui nécessiteraient un dispositif de déviation et d'information des participants plus important ;

Que la diminution du nombre de voitures sur la voirie participe à l'objectif de conscientisation des citoyens à l'usage de modes alternatifs de transport ;

Que la présente ordonnance est prise dans un objectif de prévention quant aux troubles qui pourraient survenir sur la voie publique, du fait de la présence massive des piétons, cyclistes et de tous autres usagers lors de cette journée ;

Que même si les règles du code de la route restent applicables, le principe de précaution impose que les

autorités communales mettent tout en œuvre pour préserver la sécurité des citoyens et des participants ;
Que restreindre la circulation automobile pour assurer la sécurité des participants durant le temps de l'évènement de la « journée sans voiture » revient à régler une situation temporaire au sens de l'article 130bis précité ;

Considérant l'article 50 du Règlement général de Police commun aux 19 communes bruxelloises ;

Considérant que seul le Collège des bourgmestre et échevins est compétent pour adopter une telle ordonnance ;

ARRÊTE :

Article 1er. La circulation automobile est interdite sur tout le territoire de la commune le 20 septembre 2026 de 9 heures 30 à 19 heures.

Par circulation automobile, on entend la circulation des véhicules à moteur au sens de l'article 2.16 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Art. 2. § 1er. Sont néanmoins autorisés à circuler :

1. les véhicules de sociétés de transport en commun ;
2. les taxis de station, tel que défini par l'ordonnance relative au service de taxis du 09 juin 2022 ;
3. les véhicules des services de secours ;
4. les autocars ;
5. les véhicules d'utilité publique ;
6. les véhicules de médias siglés ;
7. les véhicules de type minibus (8 +1 places) siglés HORECA ;
8. les handicapés munis de la carte spéciale prévue à l'article 27.4.3 d de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;
9. les véhicules munis d'une plaque immatriculée CD (corps diplomatique) pour autant qu'ils transportent effectivement un diplomate ou que le chauffeur dispose d'une feuille de route ou d'un ordre de mission.
10. les cyclomoteurs de type speed pedelec tels que définit par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique

Sont également autorisées à circuler les personnes munies de l'autorisation visée à l'article 3.

§ 2. Les véhicules autorisés à circuler ne peuvent dépasser la vitesse de 30 km/h.

Les conducteurs, sauf ceux des véhicules mentionnés dans l'art. 2, doivent apposer sur la face interne du pare-brise, ou à défaut, sur la partie avant du véhicule, l'autorisation visée à l'article 3.

Toutes les autres dispositions du Code de la route restent applicables.

Art. 3. § 1er. L'autorité communale peut délivrer une autorisation de circuler suivant le modèle commun aux 19 communes à toute personne qui en fait la demande et qui démontre l'absolue nécessité d'utiliser son véhicule à moteur le jour de l'évènement.

L'autorisation indique l'heure présumée d'entrée sur le territoire ou de départ du trajet et l'heure présumée de sortie du territoire ou d'arrivée du trajet.

§ 2. L'autorisation délivrée par l'autorité communale d'une autre commune de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est également valable sur le territoire de la commune d'Auderghem

Le Collège approuve le projet de délibération.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Bourgmestre-Président,
(s) Sophie de Vos

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 juin 2026

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

L'Échevin·e,
Par délégation,

Quentin Stévenart

Martine Maelschalck

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen

Aanwezig	Sophie de Vos, <i>Voorzitter-Burgemeester</i> ; Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, <i>Schepenen</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Didier Molders, <i>Voorzitter van het O.C.M.W.</i>

Zitting van 30.06.26

#Onderwerp : Autoloze dag - Tijdelijke politieverordening betreffende het wegverkeer #

Mobiliteit

HET COLLEGE VAN BURGEMEESTER EN SCHEPENEN,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name de artikelen 130bis en 135, §2;

Gelet op het reglement van de gemeenteraad van 25 juni 2026 ter goedkeuring van het akkoord gesloten op 22 april 2026 tussen de burgemeesters van de 19 gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Overwegende de organisatie door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de “Week van Vervoering”, met als hoogtepunt de “autoloze dag”;

Overwegende dat dit initiatief genomen wordt onder de bescherming van de Europese Unie, dat deze sinds verscheidene jaren een beleid voert dat de lokale overheden aanmoedigt om de burgers bewust te maken voor duurzaam vervoer, dat dit beleid zich vertaalt in de organisatie van een “European Mobility Week” en een dag “In Town Without My Car” op Europees niveau;

Dat de gemeente wil meewerken aan het bewerkstelligen van de gewestelijke doelstelling van bevordering van de actieve vervoersmodi (te voet, te fiets) en het openbaar vervoer en beperking van luchtvervuiling en lawaaihinder;

Dat op 20 september 2026 de “autoloze dag” plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad op 25 juni 2026 beslist heeft zich eveneens bij dit evenement aan te sluiten;

Dat in dat opzicht precies en duidelijk bepaald dient te worden wat de verkeersregels zijn die tijdelijk van toepassing zullen zijn bij dit evenement;

Overwegende dat artikel 135, § 2, 2e lid, 1^o, van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenten belast met alles wat openbare veiligheid aangaat, meer bepaald alles wat verband houdt met een veilig en vlot verkeer op straten, kaden, pleinen en openbare wegen;

Overwegende dat artikel 130bis van de Nieuwe Gemeentewet, die het college van burgemeester en schepenen uitdrukkelijk toelaat om tijdelijke situaties met betrekking tot het wegverkeer te regelen;

Dat het met het oog op de organisatie van de “autoloze dag” door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, noodzakelijk is de deelnemers aan het evenement te beschermen;

Dat de risico's voorkomen moeten worden die teweeggebracht worden door een massale aanwezigheid van deelnemers op de Brusselse wegen;

Dat de omvang van het evenement de goedkeuring vergt van maatregelen tot het verbod van het verkeer op het grondgebied van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waaronder dat van de gemeente Oudergem;

Dat het gepaster is één zone te beveiligen dan verschillende zones, waarbij meer omleidingen en informatie voor de deelnemers vereist zouden zijn;

Dat de daling van het aantal voertuigen op de weg bijdraagt tot de bewustmaking van de burgers voor het gebruik van alternatieve vervoermiddelen;

Dat de onderhavige verordening genomen wordt met het oog op preventie van eventuele onrust op de openbare weg, door de massale aanwezigheid van voetgangers, fietsers en alle andere gebruikers op die dag;

Dat ook al blijven de regels van het verkeersreglement van toepassing, het voorzorgsbeginsel stelt dat de gemeentelijke overheid alles in het werk moet stellen om de rust en veiligheid van de burgers en de deelnemers te vrijwaren;

Dat het beperken van het autoverkeer ter bescherming van de veiligheid van de deelnemers tijdens het evenement “autoloze dag” neerkomt op de regeling van een tijdelijke situatie in de zin van voornoemd artikel 130bis;

Gelet op artikel 50 van het gemeenschappelijk Algemeen politiereglement voor de 19 Brusselse gemeenten; Overwegende dat enkel het college van burgemeester en schepenen bevoegd is om een dergelijke verordening goed te keuren;

BESLUIT:

Artikel 1. Het autoverkeer is verboden over het hele gemeentelijke grondgebied op 20 september 2026 van 9 uur 30 tot 19 uur.

Onder autoverkeer verstaat men het verkeer met motorvoertuigen in de zin van het artikel 2.16 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie over het wegverkeer.

Art. 2. § 1. Krijgen evenwel de toelating om te rijden:

1. voertuigen van openbare vervoersmaatschappijen;
2. standplaatstaxi's, zoals omschreven in de ordonnantie van 9 juni 2022 betreffende de taxidiensten ;
3. voertuigen van nooddiensten;
4. autocars;
5. voertuigen van openbaar nut;
6. mediavoertuigen die als dusdanig herkenbaar zijn (logo, etc.);
7. voertuigen van het type minibus (8+1 plaatsen) gebruikt door HORECA en die als dusdanig herkenbaar zijn (logo, etc.);
8. de personen met een handicap in het bezit van de speciale kaart voorzien in artikel 27.4.3.d. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende het algemeen reglement over de politie van het wegverkeer;
9. voertuigen voorzien van een CD-nummerplaat (diplomatiek corps) voor zover deze effectief een diplomaat vervoeren of de bestuurder een bewijs van zijn opdracht kan voorleggen.
10. bromfietsen van het type speed pedelec zoals bepaald door het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

Krijgen eveneens de toelating om te rijden de personen in het bezit van het in artikel 3 bedoelde doorgangsbewijs.

§ 2. De voertuigen die de toelating hebben om te rijden, mogen niet sneller rijden dan 30 km/u.

De bestuurders, met uitzondering van de bestuurders van de in artikel 2 vermelde voertuigen, moeten op de binnenkant van de voorruit, of als er geen voorruit is, op het voorste gedeelte van het voertuig, het in artikel 3 bedoelde doorgangsbewijs aanbrengen.

Alle andere bepalingen van het verkeersreglement blijven van toepassing.

Art. 3. § 1. De gemeentelijke overheid kan een doorgangsbewijs uitreiken volgens het gemeenschappelijk model van de 19 gemeenten aan iedere persoon die daartoe een aanvraag indient en die aantoonst dat hij een absolute noodzaak heeft om zijn motorvoertuig te gebruiken op de dag van het evenement.

Het bewijs vermeldt het vermoedelijke uur van de toegang tot het grondgebied of de aanvang van de verplaatsing en het vermoedelijke uur van het verlaten van het grondgebied of de beëindiging van de verplaatsing.

§ 2. Het bewijs dat uitgereikt werd door de gemeentelijke overheid van een andere gemeente van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad, geldt ook op het grondgebied van de gemeente ...

Het College keurt het voorstel van beraadslaging goed.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter-Burgemeester,
(g) Sophie de Vos

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 30 juni 2026

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Schepen,
Bij opdracht,

Quentin Stévenart

Martine Maelschalck